



PANDÉMIE OU PAS, AUCUNE PAUSE DANS LA CASSE DE NOS DROITS !

Alors que les grèves se multiplient dans le privé pour la hausse des salaires face à l'inflation, alors que les grèves explosent partout dans la fonction publique territoriale contre la remise en cause de leurs droits à congés, alors que les hospitaliers partout en France se mobilisent par la grève contre les sous-effectifs et les fermetures d'hôpitaux, alors que la population avec les salariés concernés luttent contre la fermeture des usines, la seule réponse du gouvernement : l'officialisation d'une politique d'exclusion à l'encontre des non vaccinés à travers le pass vaccinal. Ce sera l'interdiction de prendre les transports sauf pour motif médical ou familial impérieux, l'interdiction d'accès dans les bars, restaurants, théâtres, cinémas, musées, salles de sport etc etc.

Il est maintenant évident pour tous que l'ennemi, ce sont les non-vaccinés et certainement pas ce gouvernement qui a fermé plus de 5 000 lits d'hospitalisation en pleine épidémie.

Un gouvernement qui, à chaque fois qu'il se déplace dans un hôpital, doit passer par les cuisines entouré d'une armada de CRS pour éviter de se faire insulter par des foules de soignants en colère qui crient leur rage face aux suppressions de postes, aux fermetures de services et à la dégradation de la qualité des soins.

Un gouvernement qui a fait exclure du monde médical 15 000 soignants (et des collègues à nous des trésoreries hospitalières) pour absence de pass sanitaire alors que le personnel hospitalier implose par manque d'effectifs.

Un gouvernement qui a rendu les tests payants pour les non-vaccinés en pleine pandémie.

Un gouvernement qui a décidé d'accélérer les fermetures d'hôpitaux (Laval, Bichat, Beaujon etc etc) pour mieux lutter contre la COVID-19.

Un gouvernement confronté à une grève générale aux Antilles et qui décide d'envoyer le GIGN pour mieux répondre aux revendications légitimes des Antillais.

Un gouvernement tellement efficace que pour la première fois de l'histoire de la Vème République, les magistrats se sont mis en grève massivement pour dénoncer les conditions de travail inhumaines pour eux comme pour les justiciables au sein des tribunaux français.

Un gouvernement de confiance dont 6 membres ont déjà été mis en examen et 3 sont sous le coup d'une enquête (notamment pour leur gestion de l'épidémie...).

UN GOUVERNEMENT QUI FACE A LA MONTÉE DE LA LUTTE DES CLASSES DANS TOUT LE PAYS CHOISIT LA RÉPRESSION ET LE TÉLÉTRAVAIL OBLIGATOIRE POUR NOUS RENVOYER NOUS ENFERMER CHEZ NOUS !

PASS VACCINAL ET TÉLÉTRAVAIL OBLIGATOIRE PENDANT QU'ON FAIT SAUTER LE STATUT GÉNÉRAL DE LA FONCTION PUBLIQUE

On aurait pu penser qu'une pandémie meurtrière aurait mis un coup d'arrêt aux « réformes » gouvernementales afin d'assurer la cohésion sociale et l'adhésion aux mesures sanitaires. Malheureusement, nous constatons tous les jours que le gouvernement en profite au contraire pour accélérer au maximum sa politique de casse sociale avant la présidentielle : réforme de l'assurance chômage, remise en cause du statut général de la Fonction Publique avec la création du Code de la Fonction Publique, généralisation de l'embauche de collègues précaires pour compenser les sous-effectifs, fermetures de services en continu...

Tout est fait pour nous pousser à la révolte mais dès qu'on lève la tête, l'argument sanitaire est brandi pour nous contraindre à l'unité avec ceux qui détruisent nos conditions de travail et qui disloquent le service public.

La CGT Finances Publiques 93 ne remet pas en cause la gravité de l'épidémie ou la multiplication des cas que nous constatons tous les jours dans les services mais on ne peut pas justifier la destruction de tous nos acquis pendant qu'on nous impose des contraintes sanitaires !

La remise en cause de la liberté du choix au télétravail par les fonctionnaires publics est une attaque majeure contre les droits des fonctionnaires qui laisse craindre le pire pour l'avenir de nos emplois et du service public : après avoir une première fois imposé la prise forcée de nos congés pendant le premier confinement, c'est maintenant un second verrou qui saute avec l'obligation au télétravail.

Quel avenir pour nous et nos services quand nous serons tous confinés dans nos logements alors que la DGFIP veut le déploiement en masse des flex-offices et des flex-desks ?

Alors que les agents de la DDFIP 93 viennent pour la première fois depuis plus de 10 ans de fermer 8 centres des impôts sur 11 par la grève pour protester contre les sous-effectifs et la dégradation de leurs conditions de travail, nous devrions accepter de rester chez nous pendant que la DGFIP veut supprimer 51 emplois supplémentaires sur notre département ?

HORS DE QUESTION DE CONFINER NOS REVENDICATIONS !

TITULARISATION DE TOUS LES CONTRACTUELS !

HAUSSE GÉNÉRALE DES SALAIRES, DÉGEL DU POINT D'INDICE !

MAINTIEN DU STATUT GÉNÉRAL DE LA FONCTION PUBLIQUE !

ARRÊT DES FERMETURES DE SERVICE, ARRÊT DES SUPPRESSIONS DE POSTES !

RETRAIT DU PASS SANITAIRE ET VACCINAL, ARRÊT DE LA REMISE EN CAUSE DE NOS LIBERTÉS DÉMOCRATIQUE PENDANT QU'ON DÉTRUIT NOS DROITS !